

Asie et Pacifique

AVANT-PROPOS

Des millions de personnes déplacées par les conflits en Asie et dans le Pacifique sont restés déracinées, sans nationalité, sans papiers, sans lieu où ils puissent se sentir véritablement chez eux. Fin 2018, quelque 9,5 millions de personnes relevaient de la compétence du HCR dans la région, dont 4,2 millions de réfugiés, 2,7 millions de déplacés internes et 2,2 millions d'apatrides. En 2018, les États de la région sont restés fidèles à leur longue tradition d'hospitalité à l'égard des réfugiés, en dépit du fait que seuls 20 des 45 États et territoires de l'Asie et du Pacifique ont adhéré à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et à son Protocole de 1967.

Les Afghans formaient toujours la plus importante population de réfugiés de la région. À l'échelle mondiale, c'est aussi la plus importante population réfugiée de longue date, car la situation de déplacement des réfugiés afghans dure depuis près de quarante ans. En Afghanistan, le regain d'insécurité et la reprise du conflit ont encore provoqué des déplacements en 2018, avec environ 270 000 personnes nouvellement déplacées. Une grave sécheresse a entraîné le déplacement de 230 000 personnes supplémentaires au cours de l'année. Un soutien accru de la communauté internationale demeurerait indispensable pour permettre au Gouvernement de l'Afghanistan, ainsi qu'aux Gouvernements des Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan, de continuer à soutenir avec générosité les 2,4 millions de réfugiés afghans accueillis sur leurs territoires. La Conférence de Genève sur l'Afghanistan, organisée en novembre 2018, a offert à la communauté internationale l'opportunité d'évaluer les progrès accomplis en termes de croissance économique et de développement durables dans le contexte de la « décennie de transformation » 2015-2024.

*Rapatriés à Dasht-e Tarakhil, Kaboul (Afghanistan).
Les réfugiés qui rentrent du Pakistan reconstruisent,
malgré les difficultés.*

© HCR/Jim Huysbeek

Les discussions ont également réaffirmé la nécessité d'une approche régionale à la situation des réfugiés afghans, telle qu'exprimée dans le cadre régional existant, la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans (SSAR). En juillet 2018, le Gouvernement afghan a rejoint le Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) en tant que pays d'origine. L'application du CRRF en Afghanistan donnera l'opportunité de présenter les bonnes pratiques nées dans le contexte de la SSAR et d'en tirer parti, notamment en ce qui concerne la réintégration durable et l'inclusion des rapatriés dans les politiques et les priorités nationales de l'Afghanistan. Elle offrira également une plateforme importante pour assurer un partage des responsabilités plus équitable et plus prévisible dans la région.

La crise des réfugiés rohingyas à Cox's Bazar, au Bangladesh, a été la deuxième grande priorité opérationnelle du HCR dans la région. Le niveau d'urgence 3 est demeuré en vigueur et le HCR et ses partenaires ont aidé le Gouvernement du Bangladesh à offrir une protection et une assistance vitale à plus de 906 600 réfugiés rohingyas apatrides, dont environ 200 000 réfugiés ayant fui l'État rakhine lors de précédentes vagues de déplacement. Dans l'esprit du Pacte mondial sur les réfugiés, le HCR s'est attaché à promouvoir la solidarité entre les parties prenantes, réunissant un vaste éventail de partenaires pour s'attaquer aux causes profondes de cette situation et obtenir des solutions durables pour la population de l'État rakhine.

Avec 2,2 millions d'apatrides dans la région Asie et Pacifique, la lutte contre l'apatridie reste une priorité stratégique clé pour le HCR. Au cours de l'année, des progrès importants ont été accomplis à cet égard, puisqu'un certain nombre de pays ont revu leurs lois et leurs politiques dans une optique de résolution et de prévention des situations d'apatridie.

De manière générale, l'adoption du Pacte mondial a donné l'espoir d'une amélioration de la gestion des situations de déplacement complexes de la région. Dans le cas de la

situation afghane, par exemple, le Pacte complète le cadre régional existant — la SSAR. Reconnaisant que le déplacement forcé n'est pas seulement un défi humanitaire mais aussi un enjeu en termes de politique, de consolidation de la paix et de développement, le Pacte mondial prévoit expressément une collaboration plus solide avec un vaste éventail d'acteurs. Par conséquent, le HCR a intensifié ses partenariats avec des acteurs de développement, dont la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale, en particulier en Afghanistan et au Bangladesh.

Dans ce contexte, les restrictions de l'accès humanitaire en Afghanistan et au Myanmar ont entravé l'action du HCR; et la sécurité des travailleurs humanitaires, en particulier des personnels nationaux, a suscité la plus vive inquiétude en Afghanistan. L'insuffisance des ressources a restreint la gamme des interventions de protection, d'assistance et de mise en place de solutions assurées dans des opérations de grande envergure, comme la situation afghane.

Le HCR est reconnaissant à la communauté internationale d'avoir offert un soutien financier et politique aux gouvernements des pays d'accueil et aux opérations de l'organisation dans la région en 2018. Alors que le monde était confronté à quelques-uns des plus grands défis dans le domaine du déplacement, le HCR a appelé à faire preuve d'une solidarité et d'un soutien indéfectibles à l'égard des populations réfugiées, déplacées et apatrides de l'Asie et du Pacifique.

Indrika Ratwatte

Directeur du Bureau régional du HCR pour l'Asie et le Pacifique

 **TOTAL DU PERSONNEL EN ASIE ET PACIFIQUE*: 1958**

56%
HOMMES

44%
FEMMES

65
SITES

46%
BASÉS DANS DES LIEUX
D'AFFECTATION DIFFICILES

*y compris 626 personnels affiliés.

Chiffres-clés et réalisations en Asie et Pacifique

Réinstallation

L'Asie et le Pacifique est la **4^{ème}** région du monde en termes de **besoins de réinstallation** et **nombre de départs**.



Demandes de réinstallations soumises en 2018

5 796 ↓ **27%**
comparé à 2017

Départs facilités par le HCR depuis l'Asie et Pacifique

8 057 ↓ **33%**
comparé à 2017

7%
des demandes de réinstallation dans le monde

14%
du total global des départs

Principaux pays d'origine des personnes réinstallées depuis l'Asie et le Pacifique

1 Myanmar 4 750 **3** Bhoutan 919
2 Afghanistan 1 425 **4** Iran 358

Enregistrement biométrique



922 741 personnes biométriquement enregistrées fin 2018

13% du total des personnes biométriquement enregistrées

Asie du Sud

41 089

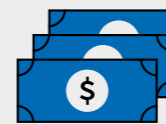
Asie du Sud-Est

822 663

Asie du Sud-Ouest

58 989

Aides en espèces



30 Mio
2017

13 Mio
2018

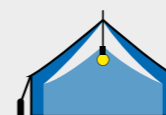
↓ **17 Millions de dollars**

↓ **56%**

Variation

Réfugiés vivant dans/hors des camps

(données au 31 décembre 2018)



Réfugiés*

4 214 600

% d'hébergement connu

98,3%

% vivant en hébergement privé**

59,5%

% vivant dans des camps ou sites assimilés

40,5%

* comprend les réfugiés et des personnes dans des situations similaires à celles des réfugiés
** par rapport au nombre total de réfugiés et assimilés

Déploiements d'urgence

(HCR et partenaires de réserve)



122
2017

102
2018

Partenaires et budgets alloués

Millions de dollars

151,3 millions de dollars alloués à 159 partenaires (représentant 41% des dépenses régionales)

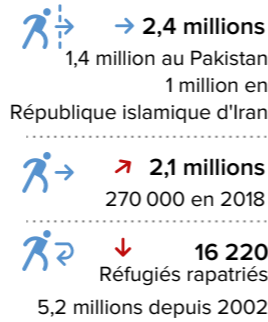
47 Mio 29 ONG internationales
68,4 Mio 106 ONG nationales
29,9 Mio 21 partenaires gouvernementaux
3 agences des Nations Unies **5,9 Mio**

PRINCIPALES SITUATIONS EN ASIE ET PACIFIQUE EN 2018



AFGHANISTAN

La situation de déplacement des réfugiés afghans, qui dure depuis près de quarante ans, est la plus importante et la plus ancienne de la région. Le regain d'insécurité, le conflit et la sécheresse ont provoqué des déplacements à l'intérieur de l'Afghanistan en 2018, avec environ 270 000 personnes déplacées par le conflit et 230 000 déplacées par la sécheresse. Le HCR a mis en œuvre des projets communautaires en Afghanistan pour soutenir les retours durables et la réintégration, tout en aidant les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan à accueillir les réfugiés afghans. En 2018, 400 000 réfugiés afghans enregistrés en République islamique d'Iran ont eu accès à l'enseignement primaire. Au Pakistan, les autorités ont enregistré près de 880 000 Afghans sans papiers, en leur délivrant des cartes de citoyens afghans, qui régularisent leur séjour temporaire.

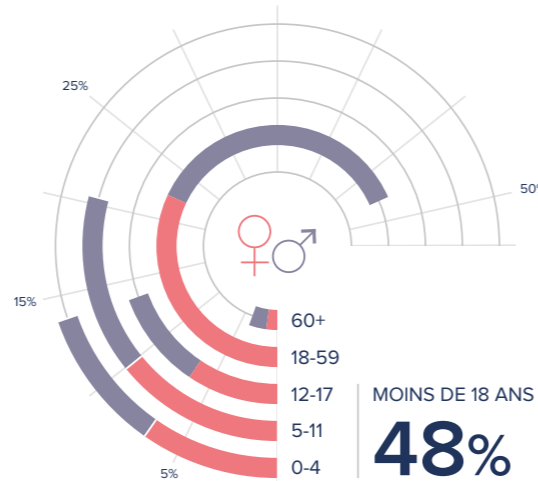


MYANMAR

En 2017, des violences ciblées ont obligé des centaines de milliers de Rohingyas à s'exiler au Bangladesh ou à se déplacer à l'intérieur du Myanmar. Fin 2018, le Bangladesh accueillait 906 600 réfugiés rohingyas apatrides : cette population était composée à 75% de femmes et d'enfants et comprenait 15% de familles monoparentales dirigées par des femmes seules. Au Myanmar, il y avait à la fin de l'année 600 000 Rohingyas apatrides dans l'État rakhine, dont 128 000 déplacés internes. Le HCR a aidé le Gouvernement du Bangladesh à offrir une assistance humanitaire à 1,3 million de personnes, notamment aux réfugiés rohingyas et aux membres les plus vulnérables des communautés qui les accueillent. Pour appuyer ces efforts, la communauté humanitaire a renforcé ses opérations afin d'offrir une aide au-delà de la réponse d'urgence.



RÉPARTITION PAR ÂGE ET GENRE DES RÉFUGIÉS ET DEMANDEURS D'ASILE



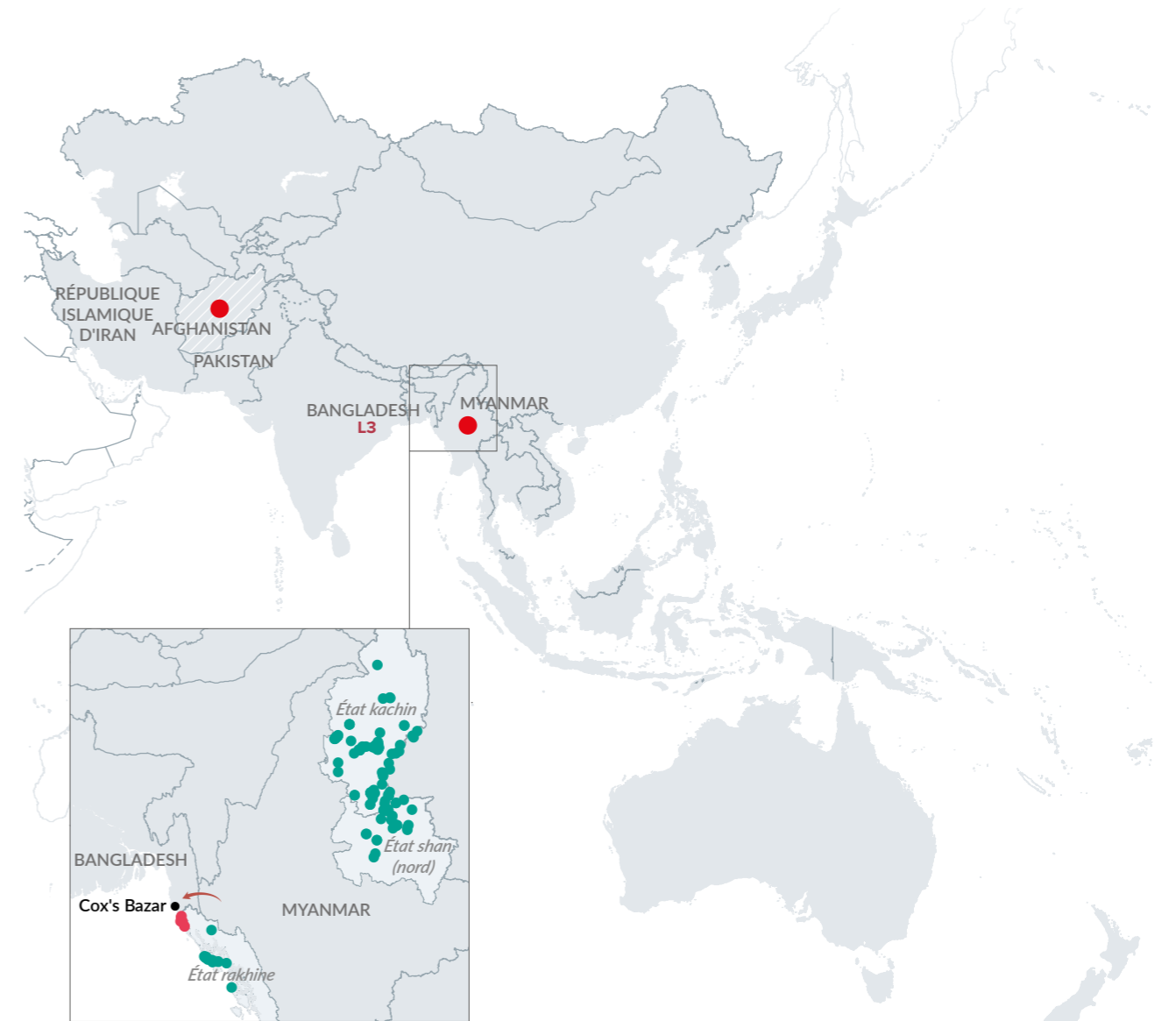
9,5 millions

DE PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR AUX EN ASIE ET PACIFIQUE

RÉFUGIÉS	4,2 millions
DEMANDEURS D'ASILE	176 000
RAPATRIÉS (RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS INTERNES)	625 000
DÉPLACÉS INTERNES	2,7 millions
APATRIDES*	2,2 millions
AUTRES PERSONNES	571 000

* La population apatride comprend 906 635 réfugiés originaires du Myanmar accueillis au Bangladesh et environ 125 000 apatrides (estimation) déplacés à l'intérieur du Myanmar, qui sont également pris en compte dans les populations de réfugiés et de déplacés internes.

En 2018, la région Asie et Pacifique présentait un éventail de situations complexes et diverses, allant des situations d'urgence comme au Bangladesh, aux situations prolongées où des solutions à plus long terme sont nécessaires, comme la situation des réfugiés afghans. La région accueillait également un nombre considérable d'apatrides — 2,2 millions — notamment des Rohingyas réfugiés au Bangladesh ou déplacés à l'intérieur du Myanmar.



- Situation
- Pays mettant en oeuvre le CRRF
- L3** Niveau d'urgence
- Camp de réfugiés
- Réfugiés
- Déplacés internes
- Rapatriés
- Camp de déplacés internes
- Apatrides
- Enfants
- Femmes
- Tendence à la baisse par rapport à 2017
- Tendence à la hausse par rapport à 2017
- Tendence stable par rapport à 2017
- Flux de réfugiés Rohingya



(en anglais)

RÉALISATIONS ET IMPACT

Sauvegarder les droits fondamentaux

Promouvoir un environnement de protection favorable

Accueillant plus d'1,4 million de réfugiés afghans enregistrés, le Gouvernement du Pakistan a approuvé la prolongation des attestations d'enregistrement jusqu'à la fin du mois de juin 2019. Conformément à la politique sur le rapatriement volontaire et la gestion des ressortissants afghans, adoptée par le Pakistan en 2017, quelque 880 000 Afghans sans papiers ont été enregistrés par le Gouvernement pakistanais, en collaboration avec le Gouvernement afghan et ont reçu une « carte de citoyen afghan ». Le HCR a aidé les autorités pakistanaises à mettre en œuvre différents volets de cette politique, notamment un régime souple qui permet aux titulaires d'attestations d'enregistrement d'obtenir des passeports afghans et des visas pakistanais au Pakistan.

Le Gouvernement de la République islamique d'Iran offre l'hospitalité à près d'1 million de réfugiés afghans enregistrés, ainsi qu'à un assez grand nombre d'Iraqiens. Au cours de l'année, les autorités ont pris des mesures pour régulariser le statut de quelque 850 000 Afghans sans papiers, menant une campagne de recensement et délivrant des documents aux personnes éligibles. En 2018, environ 400 000 réfugiés afghans enregistrés ont eu accès à l'enseignement primaire et le Gouvernement a continué à appliquer des politiques de protection sociale inclusives dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Tous les réfugiés enregistrés dans le pays peuvent, aux mêmes conditions que les ressortissants iraniens, s'affilier au régime universel d'assurance-maladie, qui couvre à la fois les soins hospitaliers et les services paracliniques (radiologie, visites médicales à domicile, médicaments, etc.). Au cours de l'année, le HCR a travaillé avec les autorités pour assurer la continuité de ce programme, en prenant en charge les cotisations de 92 000 réfugiés vulnérables et de leurs familles.

Dans le contexte de la réponse d'urgence à l'afflux de réfugiés du Myanmar au Bangladesh, le HCR a rappelé aux États leurs obligations d'offrir protection et sécurité aux réfugiés et demandeurs d'asile rohingyas apatrides, et d'empêcher les rapatriements forcés au Myanmar. Au Bangladesh, où les activités de protection étaient au centre de la réponse, le HCR a renforcé la capacité de ses partenaires, notamment au niveau des services de protection spécialisés comme la santé mentale et l'accompagnement psychosocial.

L'enregistrement des réfugiés est un élément clé de la réponse de protection, car il permet au personnel d'identifier les individus qui ont des besoins particuliers, assure l'accès aux services essentiels et génère des données pour la recherche de solutions durables.

Depuis le mois de juin 2018, en collaboration avec le Gouvernement du Bangladesh, le HCR a enregistré 35 400 réfugiés en leur délivrant des cartes d'identité biométriques, ce qui a renforcé la protection des réfugiés rohingyas au Bangladesh.

880 000

Afghans sans papiers ont été enregistrés par les autorités pakistanaises.

850 000

Afghans sans papiers ont vu leur statut régularisé par le Gouvernement de la République islamique d'Iran.

© HCR/Roger Arnold



Les Rohingyas demandent la garantie de leurs droits, avant tout retour au Myanmar

Dans les camps du Bangladesh, les réfugiés déclarent qu'ils ne rentreront pas tant que les problèmes de citoyenneté, de droits et de restitutions ne seront pas réglés.

Alors que les négociations sur les perspectives de rapatriement progressent, les réfugiés hébergés dans ce qui est aujourd'hui le plus vaste camp de réfugiés au monde, ont organisé plusieurs manifestations. Leurs revendications sont claires : il n'y aura pas de retour tant que les problèmes de citoyenneté, de droits et de restitutions ne seront pas réglés.

« Si je rentre... Je veux pouvoir me déplacer librement et jouer un rôle actif dans la vie quotidienne, je veux accéder à tous les services essentiels, comme n'importe quel citoyen du Myanmar. »

— Nurul, réfugié rohingya au Bangladesh.



En Asie centrale, dans le cadre des efforts entrepris pour préserver l'accès aux procédures d'asile, le HCR et l'OIM ont soutenu la Présidence du Processus d'Almaty, en travaillant avec des agents frontaliers des cinq pays d'Asie centrale pour renforcer les systèmes de gestion des frontières.

Si l'Inde reste un État d'accueil généreux, l'espace de protection offert aux réfugiés et aux demandeurs d'asile a été réduit en 2018. Un avis publié par les autorités en août 2017 — au sujet de l'identification des migrants en situation irrégulière — a entraîné une réduction de la liberté de

mouvement et de l'accès aux services des personnes relevant de la compétence du HCR, notamment des réfugiés rohingyas.

Début 2018, en l'espace de quelques mois, plus de 500 demandeurs d'asile yéménites sont arrivés sur l'île de Jeju, en Corée du Sud. Le HCR a offert des conseils techniques, notamment des informations sur le contexte, aux autorités afin de soutenir le Gouvernement dans ses efforts pour recevoir et examiner les demandes d'asile. À la fin de l'année, le Ministère de la Justice sud-coréen avait accordé le statut humanitaire à 412 demandeurs d'asile yéménites.

© HCR/Andrew Kelly



Cate Blanchett plaide la cause des réfugiés rohingyas auprès du Conseil de sécurité de l'ONU

« Je suis mère et j'ai vu mes enfants dans les yeux de chacun des enfants réfugiés que j'ai rencontrés. Je me suis vue moi-même en chaque parent... leurs expériences ne me quitteront jamais... mais les réfugiés n'ont pas seulement besoin de vivres et d'eau, d'écoles informelles, d'abris temporaires. Ils ont besoin d'un avenir. »

— Cate Blanchett, ambassadrice de bonne volonté du HCR



(en anglais)

© HCR/Alina Gonzalez



Une femme indigène interprète une chanson de remerciements accompagnée de son luth (faglung), durant une visite de suivi de protection du HCR dans la communauté Elbebe, à Datu Paglas, dans la province de Maguindanao aux Philippines.

Rechercher des solutions durables pour les déplacés internes

Il est nécessaire de trouver des solutions pour les 2,7 millions de déplacés internes de la région, qui sont principalement concentrés en Afghanistan, au Myanmar, au Pakistan et aux Philippines.

En Afghanistan, il y avait selon les estimations 2,1 millions de déplacés internes, dont 270 000 déplacés au cours de la seule année 2018. Le HCR a assisté les plus vulnérables en leur fournissant des aides en espèces et en nature, et a dirigé le groupe sectoriel de la protection

et celui des abris d'urgence et articles non alimentaires. L'organisation a également participé à la réponse de l'équipe de pays pour l'action humanitaire face à la grave sécheresse qui sévissait dans le pays, fournissant 15 000 tentes pour les personnes déplacées dans l'ouest de l'Afghanistan.

Au Myanmar, dans le cadre de la réponse inter-agences et en qualité de responsable des groupes sectoriels de la protection, des abris et de la coordination et de la gestion des camps, le HCR a travaillé avec ses partenaires et avec le Gouvernement pour offrir protection et assistance à quelque 106 000 déplacés internes dans l'État kachin et dans le nord de l'État shan. Début 2018, une nette intensification des affrontements armés dans l'État kachin a provoqué une augmentation alarmante du nombre de déplacés, avec la fuite d'environ 8 000 personnes selon les estimations. Du fait d'un accès limité, les activités du HCR dans l'État kachin et le nord de l'État shan ont été principalement menées par des partenaires d'exécution. Dans le centre de l'État rakhine, environ 128 000 déplacés internes sont pour la plupart confinés dans des camps depuis 2012. Le HCR a continué à recommander au Gouvernement de fermer les camps, conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme.

Après avoir aidé les autorités pakistanaises à faciliter le retour volontaire d'environ 1,8 million de déplacés internes depuis 2015, le HCR s'est désengagé du programme de manière responsable. L'action du HCR consistait à apporter un suivi de protection et à fournir une aide ciblée aux individus vulnérables, tout en offrant un appui technique aux autorités au sein du groupe sectoriel chargé de la protection.

Aux Philippines, le HCR a dirigé les efforts humanitaires destinés à porter assistance à plus de 77 650 personnes déplacées à Mindanao, notamment originaires de la ville de Marawi. Le HCR s'est efforcé de régler divers problèmes causés par les déplacements prolongés et récurrents, tout en coordonnant la mise en œuvre de la stratégie de protection pour Mindanao en tant qu'agence responsable de la protection. Le personnel du HCR a formé plus de 350 membres de l'administration locale et des acteurs clés afin d'améliorer les réponses de protection pour les personnes déplacées à Mindanao.

Réduire et prévenir l'apatridie et protéger les apatrides

Avec 2,2 millions d'apatrides, la lutte contre l'apatridie est restée une priorité stratégique clé dans la région. Le HCR a renforcé sa collaboration avec les États et d'autres partenaires, en s'appuyant sur les exemples de réussite dans la région et en travaillant à la réalisation des objectifs de la campagne #IBelong destinée à mettre fin à l'apatridie d'ici 2024.

Les Rohingyas, qui représentent l'une des plus importantes populations apatrides du monde, sont soumis aux dispositions restrictives de la législation du Myanmar, qui confère la nationalité sur la base de l'appartenance ethnique ; de ce fait, ils sont privés de documents d'identité et la nationalité leur est refusée. Conséquence directe de leur apatridie, les Rohingyas sont victimes au Myanmar d'une discrimination tenace, de la marginalisation et du déni de toute une série de droits fondamentaux, les exposant à des risques de violences. Le HCR a plaidé pour la promotion et la protection des droits des apatrides au Myanmar, conformément aux recommandations de la Commission consultative pour l'État rakhine.

En Asie centrale, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan ont considérablement progressé dans la réduction des cas d'apatridie : plus de 15 200 personnes ont enfin pu mettre un terme à leur situation d'apatridie. Ceci a porté à 57 200 le nombre de personnes ayant trouvé une solution dans la sous-région depuis le lancement de la campagne #IBelong en 2014.

Ailleurs dans la région, environ 18 000 personnes ont résolu leur situation d'apatridie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam accordant la citoyenneté à de nombreux apatrides. Le Cambodge, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam ont également procédé à des réformes législatives et politiques en vue de prévenir et de réduire l'apatridie, prenant notamment des mesures pour améliorer l'enregistrement des actes de l'état civil.

Au Cambodge, le Gouvernement a revu sa loi sur l'état civil afin d'améliorer la procédure d'enregistrement pour toutes les populations du pays. Le HCR a offert son aide technique aux autorités afin de veiller à ce que les modifications élargissent l'accès de toutes les personnes exposées à un risque d'apatridie aux documents légaux.

Il y a près de 480 000 apatrides en Thaïlande. Depuis le début de la campagne #IBelong, la Thaïlande a accordé la citoyenneté à plus de 40 000 apatrides et a mis en place l'an dernier des mesures progressistes pour lutter contre l'apatridie, notamment des campagnes d'inscription.

Au Viet Nam, le Gouvernement a revu ses lois et politiques, y compris ses lois sur la nationalité, afin de prévenir et de réduire les cas d'apatridie. En décembre 2018, le Gouvernement a accordé la citoyenneté à 140 apatrides.

57 200 personnes ont trouvé une solution en Asie centrale depuis le lancement de la campagne #IBelong et **18 000** personnes ont résolu leur situation d'apatridie ailleurs dans la région.

Le rapport final de la Commission consultative pour l'État rakhine est disponible ici :



(en anglais)

Apporter une aide vitale Réponse d'urgence

Réponse d'urgence

Quoique à un rythme plus lent, des réfugiés du Myanmar ont continué d'affluer au Bangladesh en 2018, avec plus de 16 300 nouveaux arrivants au cours de l'année. Le HCR a accordé la priorité à la fourniture de services essentiels et vitaux à Cox's Bazar, tout en redoublant d'efforts pour améliorer les conditions de vie dans les sites d'installation, à travers des infrastructures et des services de base renforcés.

Le HCR a lancé un appel supplémentaire en vue de financer l'intervention d'urgence pour les réfugiés du Myanmar au Bangladesh. Cet appel faisait partie du Plan conjoint de réponse, visant à orienter des ressources sur des interventions essentielles, assurées directement ou par l'intermédiaire de partenaires, dans le contexte de la crise humanitaire des réfugiés rohingyas pendant la période de mars à décembre 2018. Fin 2018, l'appel avait été financé à 73%; cependant,

la mise à disposition tardive des fonds a empêché une planification globale sur l'année.

Le HCR a travaillé en étroite collaboration avec les autorités bangladaises et d'autres partenaires pour atténuer l'impact de la mousson, qui exposait de nombreux réfugiés aux glissements de terrain, aux inondations et aux maladies. Dans ce but, des stocks de secours ont été constitués, des réfugiés vivant dans des zones à haut risque ont été transférés et des interventions d'urgence ont été menées comme la distribution de kits pour abris et le développement d'infrastructures à l'intérieur des camps (voir le chapitre *Apporter une aide vitale*).

Suite au tremblement de terre et du tsunami qui ont frappé l'île de Sulawesi (Indonésie), le HCR a organisé trois ponts aériens pour transporter des tentes familiales et des articles de secours essentiels. Grâce à l'appui de généreux donateurs, l'organisation a pu fournir une aide d'un montant de plus de 4,1 millions de dollars.

L'appel supplémentaire du HCR pour la réponse d'urgence en faveur des réfugiés du Myanmar et le plan conjoint de réponse à la crise humanitaire des réfugiés rohingyas sont disponibles ici :



(en anglais)



(en anglais)



Une équipe d'optométristes japonais organise des examens gratuits de la vue et distribue des lunettes aux réfugiés et aux déplacés internes

Le docteur Akio Kanai, lauréat de la distinction Nansen en 2006, et son entreprise, Fuji Optical, soutiennent depuis des années le HCR et la cause des réfugiés. En juillet 2018, Akio Kanai, à la tête d'une équipe de six optométristes, s'est rendu en Azerbaïdjan dans le cadre d'une mission annuelle, durant laquelle des examens de la vue ont été organisés gratuitement et des lunettes distribuées aux réfugiés.

« Améliorer la vue des réfugiés, c'est leur donner les moyens de se focaliser sur leur avenir. »

— Dr Akio Kanai, lauréat de la distinction Nansen 2006.

L'an dernier, le nombre d'examens de la vue a été supérieur à 3 000; jamais le nombre de bénéficiaires n'avait été aussi élevé depuis que ces missions ont débuté, il y a 36 ans. En 2018, Fuji Optical a fait don de 1 500 paires de lunettes de vue de grande qualité pour les réfugiés et les déplacés internes en Iraq, ainsi que de 4 200 paires de lunettes en Azerbaïdjan. Outre une contribution d'1 million de dollars pour la période 2013-2022, Fuji Optical s'est engagé à verser deux subventions pluriannuelles, d'un montant total de 2 millions de dollars, de 2018 à 2027. L'implication personnelle d'Akio Kanai et le dévouement avec lequel il s'emploie à améliorer la vie des personnes déplacées lui viennent de son enfance, lorsque la guerre l'a forcé à fuir son foyer.



© Fuji Optical Co. Ltd.



(en anglais)



Des écotecnologies novatrices apportent de l'eau aux Rohingyas réfugiés au Bangladesh

Dans les camps de réfugiés surpeuplés de Cox's Bazar, au Bangladesh, le HCR finance les premiers réseaux de distribution d'eau potable alimentés à l'énergie solaire. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une évolution plus large de l'action humanitaire, qui s'oriente vers l'utilisation accrue des écotecnologies non polluantes. Les nouveaux réseaux fonctionnent entièrement à l'électricité produite par des panneaux solaires, améliorant l'approvisionnement quotidien des réfugiés rohingyas en eau potable.



© HCR/Regier Anmol



Satisfaire les besoins essentiels

Au Bangladesh, le HCR a dirigé la réponse de protection pour les réfugiés tout en aidant à satisfaire leurs besoins essentiels, notamment dans les secteurs des abris et de l'aménagement des sites, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), et de la santé. Les interventions novatrices ont été encouragées par le développement de la macro-planification des sites, de plans d'ensemble pour les infrastructures WASH et l'utilisation d'abris de transition. Les initiatives favorisant l'utilisation durable de l'énergie et les pratiques respectueuses de l'environnement, notamment l'éclairage solaire, la préservation des éléphants et la distribution de gaz de pétrole liquéfié ont réduit la dépendance à l'égard de méthodes plus destructrices (comme l'utilisation d'enveloppes de riz compressées ou de bois de chauffage et la déforestation). Le HCR a également aidé les communautés d'accueil par des projets à impact rapide, un soutien aux infrastructures et des projets d'appui aux moyens de subsistance à petite échelle, ciblant les plus démunis.

En Afghanistan, le HCR a fourni des abris d'urgence et des articles de secours essentiels aux personnes déplacées par le conflit et les catastrophes naturelles. Quelque 2,2 millions d'Afghans ont été touchés par la sécheresse qui sévissait dans le pays et environ 230 000 personnes ont été déplacées en 2018. Un plan d'urgence intersectoriel, caractérisé par une forte intégration de la

protection aux interventions dans les secteurs WASH, de la santé, de la nutrition et de la sécurité alimentaire, a été établi pour la réponse à Baghis et à Herat. Dans le cadre de la réponse des Nations Unies à la sécheresse, le HCR a livré 15 100 tentes, qui ont été distribuées par les ONG membres du groupe sectoriel chargé des abris et des articles non alimentaires aux familles déplacées. Le HCR a également fourni des tentes, des ustensiles de cuisine, des kits d'hygiène et des articles de secours essentiels à 13 940 familles déplacées par le conflit.

Plus de 26 109 foyers, dont des familles de réfugiés, de déplacés internes et des foyers vulnérables issus de diverses communautés d'accueil en Afghanistan, ont bénéficié d'une aide de préparation à l'hiver. L'intervention a été coordonnée avec le groupe sectoriel des abris-articles non alimentaires pour assurer une approche cohérente de ciblage et de sélection des bénéficiaires, ainsi qu'un montant d'aide standardisé (200 dollars par foyer).

Au Pakistan, le HCR a soutenu la fourniture de services de santé de base dans les villages de réfugiés des provinces du Baloutchistan, du Pendjab et du Khyber Pakhtunkhwa. Les femmes et les enfants réfugiés inscrits aux programmes de prévention et de santé procréative ont reçu des soins anténatals, prénatals et postnatals, et bénéficié de services de vaccination systématiques. L'OMS, l'UNICEF et les autorités locales ont mené, avec l'aide des partenaires du HCR, des campagnes d'éradication de la polio dans les villages de réfugiés.

Plus de
10 000
sinistrés ont
bénéficié des
abris fournis par
le HCR après le
séisme en
Indonésie.





Les aides en espèces aident les réfugiés à répondre à leurs besoins les plus pressants tout en stimulant les marchés locaux

En 2018, le HCR a distribué environ 13 millions de dollars en espèces aux personnes relevant de sa compétence dans la région, plus particulièrement et à plus grande échelle en Afghanistan, au Bangladesh et en République islamique d'Iran. Le HCR, en coordination avec le Gouvernement du Bangladesh, le *Bangladesh Rural Advancement Committee* et la Société bangladaise du Croissant-Rouge, a versé des aides en espèces à 45 000 réfugiés du camp de Kutupalong. Environ 80% des réfugiés rohingyas accueillis dans les camps de Cox's Bazar sont dépendants de l'aide essentielle qui leur est fournie et un versement ponctuel de 2 500 takas bangladais (environ 30 dollars) leur a permis de décider, avec une certaine autonomie, de la manière dont ils subviendraient à leurs besoins essentiels. Le suivi étroit de l'assistance a révélé que les aides en espèces permettaient de répondre, de manière sûre et efficace, aux besoins urgents. Les communautés d'accueil ont également apprécié cette forme d'assistance aux réfugiés, qui a stimulé les marchés locaux.



© HCR/Andrew McCombe



(en anglais)

Assurer un avenir meilleur

Rapatriement volontaire

En dépit des défis actuels et des nouveaux déplacements survenus dans certaines parties de la région, des solutions ont été trouvées pour des milliers de réfugiés en 2018.

L'organisation a facilité la réintégration de plus de 16 220 réfugiés afghans qui sont rentrés en 2018, malgré la violence qui régnait dans leur pays et qui a empêché des mouvements de retour plus importants. Le HCR a travaillé en partenariat dans différents secteurs, notamment avec les acteurs du développement et le secteur privé, afin de renforcer la complémentarité de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement dans 15 régions où les réfugiés sont nombreux à rentrer.

Au Bangladesh, le HCR et le Gouvernement ont conclu un mémorandum d'accord définissant les modalités de leur coopération pour le retour volontaire des réfugiés rohingyas — dans le respect des normes internationales — lorsque les conditions au Myanmar s'y prêteront. Dans cette perspective, le HCR, le PNUD et le

Gouvernement du Myanmar ont signé un mémorandum d'accord tripartite destiné à aider le Myanmar à créer des conditions propices au rapatriement sûr, volontaire, digne et durable des réfugiés rohingyas dans leur localité d'origine ou dans le lieu de leur choix. Un accord bilatéral conclu par le Bangladesh et le Myanmar pour lancer le rapatriement en novembre 2018 n'a pas donné lieu au retour volontaire de réfugiés dans l'État rakhine.

En 2018, 1420 réfugiés sont rentrés volontairement à Sri Lanka et le HCR a travaillé en étroite collaboration avec les autorités sri-lankaises et indiennes pour accroître les possibilités de rapatriement.

Réinstallation et recherche de voies complémentaires

Environ 8 000 réfugiés provenant de la région ont été réinstallés en 2018 et 5 800 demandes de réinstallation ont été soumises au cours de l'année 2018. L'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée, qui comptent parmi les principaux pays de réinstallation de la région, ont accueilli plus de 4 750 réfugiés réinstallés.

8 000

réfugiés ont été réinstallés, pour 5 800 demandes de réinstallation soumises au cours de l'année 2018.



Les réfugiés afghans rentrés chez eux reconstruisent leur vie malgré les défis

Le HCR et ses partenaires aident les rapatriés à accéder aux services essentiels, à un terrain et à l'emploi à leur retour ; mais davantage d'appui international s'avère nécessaire.

« Nous ne serons peut-être plus là demain, mais nos enfants le seront. »

— Zardad, rapatrié afghan.



© HCR/Jim Huybreck

Au Népal, le programme de réinstallation à grande échelle des réfugiés bhoutanais a pris fin, avec plus de 113 000 réfugiés bhoutanais réinstallés (85% aux États-Unis d'Amérique) entre 2007 et 2018. Le HCR, les Gouvernements du Bhoutan et du Népal et les acteurs du développement doivent à présent fournir un dernier effort et trouver des solutions pour les quelque 6 600 réfugiés restés au Népal.

Le HCR a promu et recherché des voies complémentaires d'admission des réfugiés dans des pays tiers, dans le cadre de sa stratégie de recherche de solutions globales. L'organisation a travaillé avec le Gouvernement du Japon pour appuyer des programmes de bourses permettant à des réfugiés syriens d'entreprendre des études universitaires de deuxième cycle (voir le chapitre *Assurer un avenir meilleur*).

L'initiative pour les zones accueillant des réfugiés ou touchées par leur présence (RAHA) au Pakistan

Depuis 2009, le Gouvernement pakistanais exécute l'initiative pour les zones accueillant des réfugiés ou touchées par leur présence (RAHA), qui sert de pierre angulaire à la mise en œuvre de la stratégie SSAR.

Le programme vise à accroître la tolérance à l'égard des réfugiés afghans au Pakistan ; à améliorer la cohésion sociale pour promouvoir la coexistence ; à fournir une aide au développement et une assistance humanitaire aux communautés d'accueil pakistanaises comme aux Afghans ; et à donner aux jeunes les moyens de prendre leurs propres décisions.

Toute une série de projets relatifs à l'éducation, aux moyens de subsistance, aux infrastructures, à l'eau, à l'assainissement et à la protection sociale sont exécutés dans le cadre de l'initiative RAHA pour assurer l'accès des réfugiés afghans aux services publics. Il s'agit par exemple de construire des latrines et installer des lave-mains, construire ou remettre en état des systèmes de gestion des déchets, ainsi que des structures éducatives et médicales ; distribuer des trousseaux sanitaires et faciliter des formations techniques et professionnelles (y compris pour les enseignants), ainsi que des formations à l'entrepreneuriat.

Au cours des dix dernières années, l'initiative RAHA a joué un rôle majeur dans le renforcement de la cohésion sociale entre les réfugiés et les communautés pakistanaises qui les accueillent. Quelque 12,4 millions de personnes ont bénéficié de cette initiative depuis qu'elle a été lancée, dans le cadre de plus de 4 200 projets (dont 21 en 2018).



(en anglais)

INFORMATIONS FINANCIÈRES



Le pouvoir des vêtements pour les réfugiés

En 2018, *Fast Retailing*, une entreprise japonaise leader dans le secteur de la grande distribution et propriétaire de l'enseigne de vêtements UNIQLO, a offert sa contribution en nature la plus importante, au bénéfice de 14 opérations du HCR. Un don record de plus de 5,3 millions de vêtements, d'une valeur de 6,2 millions de dollars, au profit des réfugiés et d'autres personnes relevant de la compétence du HCR.

Fast Retailing est l'un des plus anciens partenaires du HCR dans le secteur privé, qui verse également des contributions annuelles (1,9 million de dollars en 2018) pour les programmes de renforcement des moyens de subsistance à travers le monde, et emploie des réfugiés dans les magasins UNIQLO aux États-Unis, en Europe et au Japon.



(en anglais)



© UNIQLO

Conséquences du sous-financement

La diminution des ressources financières a entravé la capacité du HCR à mener des interventions de protection complètes et à trouver des solutions pour les différentes populations relevant de sa compétence; l'imprévisibilité quant à la date de mise à disposition des financements, et la date tardive de réception des fonds, à la fin de l'année, ont été particulièrement préjudiciables à l'exécution d'activités d'assistance essentielles au moment où le besoin s'en faisait sentir.

La situation afghane est l'une de celles qui ont été les plus pénalisées par les problèmes de sous-financement en 2018: les activités de protection communautaire et la fourniture de services éducatifs et de santé primaire dans les deux principaux pays d'accueil, ainsi qu'en Afghanistan, ont été particulièrement impactées par le manque de moyens financiers.

Budget

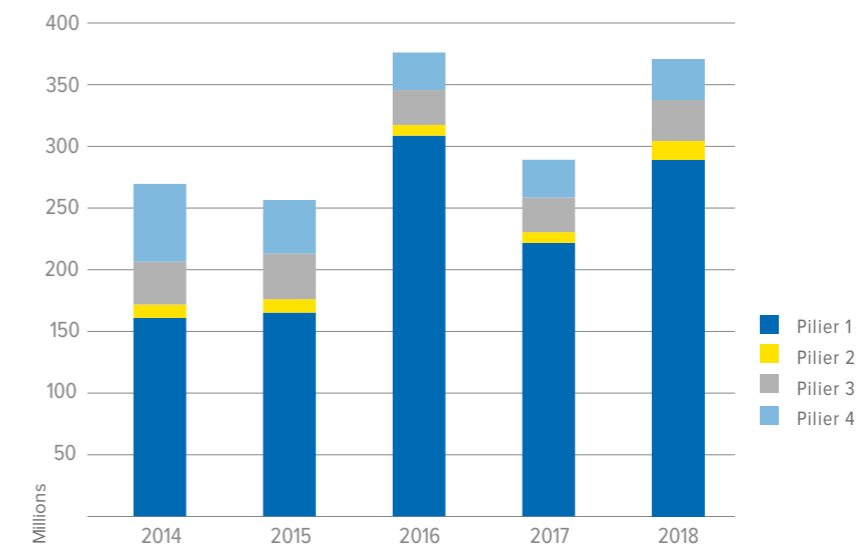
- Budget initial approuvé par le Comité exécutif: **492,3 millions de dollars**.
- Budget final: **700,5 millions de dollars**.
- Augmentation du budget: **208,2 millions de dollars / +42%** principalement due aux opérations au Bangladesh pour les réfugiés en provenance du Myanmar.

Dépenses

SOURCE DE FINANCEMENT DES DÉPENSES		Milliers USD	% de financement des dépenses de la région	% régional par source de financement par rapport au total des dépenses du HCR
Report des années précédentes	Affecté	29 475	8%	18%
	Non affecté	25 890	7%	13%
Contributions volontaires	Affectées	206 152	56%	8%
	Légèrement affectées	84 274	23%	15%
	Non affectées	18 225	5%	5%
	Dons en nature	940	Moins de 1%	3%
Coûts d'appui aux programmes		2 286	1%	1%
Autres revenus		1 958	1%	1%
TOTAL		369 200	100%	9%

- Les dépenses en Asie et dans le Pacifique ont représenté **9%** des dépenses globales du HCR.
- **56%** des dépenses ont été financées par des contributions volontaires affectées.
- Les contributions volontaires ont augmenté de **51,3 millions de dollars / +18%** par rapport à 2017.

DÉPENSES EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE 2014-2018 | USD



BUDGET ET DÉPENSES EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% SOUS-RÉGIONAL
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
ASIE DU SUD-OUEST							
Afghanistan	Budget	35 933 202	-	60 243 961	29 656 971	125 834 134	
	Dépenses	16 784 225	-	23 785 165	21 490 463	62 059 853	
République islamique d'Iran	Budget	98 756 622	-	-	-	98 756 622	
	Dépenses	27 875 643	-	-	-	27 875 643	
Pakistan	Budget	68 620 451	599 000	28 982 218	1 000 000	99 201 669	
	Dépenses	26 681 176	112 947	9 888 770	-	36 682 893	
SOUS-TOTAL	Budget	203 310 275	599 000	89 226 179	30 656 971	323 792 426	46%
	Dépenses	71 341 044	112 947	33 673 935	21 490 463	126 618 390	34%
ASIE CENTRALE							
Kazakhstan - Bureau régional	Budget	4 406 661	1 113 712	-	-	5 520 373	
	Dépenses	2 026 440	707 320	-	-	2 733 760	
Kirghizistan	Budget	554 366	359 533	-	-	913 899	
	Dépenses	521 227	354 011	-	-	875 238	
Tadjikistan	Budget	1 568 862	612 865	-	-	2 181 727	
	Dépenses	1 170 426	540 701	-	-	1 711 127	
SOUS-TOTAL	Budget	6 529 889	2 086 110	-	-	8 615 999	1%
	Dépenses	3 718 094	1 602 031	-	-	5 320 124	1%
ASIE DU SUD							
Inde	Budget	15 633 434	181 000	-	-	15 814 434	
	Dépenses	5 643 824	75 678	-	-	5 719 502	
Népal	Budget	6 188 108	538 995	-	-	6 727 104	
	Dépenses	5 470 464	460 328	-	-	5 930 792	
Sri Lanka	Budget	5 033 776	108 053	-	-	5 141 830	
	Dépenses	2 674 213	76 828	-	-	2 751 042	
SOUS-TOTAL	Budget	26 855 319	828 049	-	-	27 683 367	4%
	Dépenses	13 788 502	612 834	-	-	14 401 336	4%
ASIE DU SUD-EST							
Bangladesh	Budget	220 442 812	-	-	-	220 442 812	
	Dépenses	159 895 165	-	-	-	159 895 165	
Indonésie	Budget	4 984 049	31 500	-	4 175 368	9 190 917	
	Dépenses	4 185 975	4 859	-	4 163 129	8 353 962	
Malaisie	Budget	15 841 742	751 655	-	-	16 593 397	
	Dépenses	8 175 262	134 021	-	-	8 309 283	
Myanmar	Budget	9 780 517	25 051 370	-	11 284 674	46 116 560	
	Dépenses	2 247 392	11 055 803	-	3 385 081	16 688 276	
Philippines	Budget	616 766	333 817	-	3 100 819	4 051 402	
	Dépenses	380 922	57 027	-	2 446 563	2 884 512	
Thaïlande	Budget	21 893 478	1 039 191	-	-	22 932 669	
	Dépenses	11 713 328	764 402	-	-	12 477 730	
Thaïlande - Bureau régional ¹	Budget	6 666 371	593 928	-	-	7 260 299	
	Dépenses	3 821 795	474 322	-	-	4 296 117	
SOUS-TOTAL	Budget	280 225 734	27 801 462	-	18 560 861	326 588 056	47%
	Dépenses	190 419 838	12 490 434	-	9 994 773	212 905 045	58%



BUDGET ET DÉPENSES EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% SOUS-RÉGIONAL
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE							
Australie - Bureau régional ²	Budget	3 055 019	19 472	-	-	3 074 491	
	Dépenses	2 056 455	9 005	-	-	2 065 460	
Chine - Bureau régional	Budget	4 719 936	151 714	-	-	4 871 650	
	Dépenses	2 980 193	131 885	-	-	3 112 078	
Japon	Budget	3 430 040	74 072	-	-	3 504 112	
	Dépenses	2 973 058	58 536	-	-	3 031 594	
République de Corée	Budget	1 654 653	79 874	-	-	1 734 528	
	Dépenses	1 594 651	80 662	-	-	1 675 313	
Activités sous-régionales	Budget	673 360	-	-	-	673 360	
	Dépenses	71 223	-	-	-	71 223	
SOUS-TOTAL	Budget	13 533 008	325 133	-	-	13 858 141	2%
	Dépenses	9 675 581	280 087	-	-	9 955 668	3%
TOTAL	Budget	530 454 224	31 639 753	89 226 179	49 217 832	700 537 989	100%
	Dépenses	288 943 060	15 098 333	33 673 935	31 485 235	369 200 563	100%

¹ Inclut les activités au Viet Nam et en Mongolie.

² Inclut les activités en Nouvelle-Zélande, dans les îles du Pacifique et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
États-Unis d'Amérique	55 184 040		26 750		93 800 000	149 010 790
Union européenne	15 820 292	544 444		319 753	4 960 388	21 644 877
Australie	15 005 255			766 284	4 883 596	20 655 134
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	13 089 005					13 089 005
Norvège	4 424 851				7 491 237	11 916 088
Japon	7 143 451	1 346 785	321 000	64 200	2 489 469	11 364 904
Allemagne	5 799 584				5 287 274	11 086 858
Danemark	6 845 060		200 000	100 000	3 503 185	10 648 245
Donateurs privés au Qatar	9 343 654			8 014		9 351 668
Fonds de financement commun				8 758 844		8 758 844
République de Corée	3 400 000				3 500 000	6 900 000
Canada	2 196 666				4 516 889	6 713 555
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	4 763 262			256 000	198 368	5 217 630
Donateurs privés en Thaïlande	4 346 268			44 770	181 299	4 572 337
Fonds central pour les interventions d'urgence	2 926 734			1 570 000		4 496 734
Suisse	3 067 397		508 130	508 130		4 083 657
Italie	2 413 243		1 374 546			3 787 789
UNOPS	3 754 796					3 754 796
Suède	3 508 081					3 508 081
Donateurs privés au Japon	3 195 075			289 464		3 484 539
Donateurs privés en Allemagne	2 411 252			68 182	289 100	2 768 533
Qatar	2 387 304					2 387 304
Émirats arabes unis	2 084 700			251 000		2 335 700
Arabie saoudite	1 754 329					1 754 329
Donateurs privés au niveau mondial	1 475 373			42 420	193	1 517 986
Donateurs privés en Australie	1 433 269			45 008		1 478 277
Donateurs privés en Espagne				1 123 708	348 332	1 472 040
Nouvelle-Zélande	1 405 481					1 405 481
Luxembourg	261 506				1 046 025	1 307 531
France	525 000	525 000	200 000			1 250 000
Irlande	1 142 857					1 142 857
Donateurs privés en Chine	328 846			411 922		740 768
Donateurs privés au Koweït	645 264			14 236		659 500
Donateurs privés à Singapour	452 165			155 570		607 735
Donateurs privés aux Émirats arabes unis	370 867			90 266	8 468	469 600
Donateurs privés au Canada				44 284	366 882	411 166
Donateurs privés aux Philippines	22 228			385 896		408 124
Donateurs privés en Arabie saoudite	344 966			54 242		399 208
Donateurs privés au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20 326			44 521	317 822	382 668
Donateurs privés en Suède	31 306			227 471	34 748	293 525
Education Cannot Wait	282 807					282 807
Donateurs privés en République de Corée	117 213			119 077		236 290

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
République tchèque					228 206	228 206
Kazakhstan					161 949	161 949
ONUSIDA					140 650	140 650
Donateurs privés au Liban	33 085			76 645	12 940	122 670
Donateurs privés au Danemark	116 685				4 865	121 550
Thaïlande	100 000					100 000
Fédération de Russie	100 000					100 000
Donateurs privés en Italie	38 283			41 203	5 106	84 592
Donateurs privés à Monaco					70 971	70 971
Estonie	61 728					61 728
Kirghizistan					60 256	60 256
OIM	59 696					59 696
Donateurs privés aux Pays-Bas	33 611			12 698		46 309
Donateurs privés en France	7 292			28 499	2 867	38 658
Donateurs privés à Oman	7 162			7 515		14 677
Espagne	7 779			4 545		12 325
Chine					9 385	9 385
Donateurs privés en Inde	687			5 973		6 660
Donateurs privés en Égypte	2 810			3 382		6 192
Donateurs privés en Indonésie				2 144		2 144
Donateurs privés en Autriche			177			177
Donateurs privés en Afrique du Sud	10			93		102
Donateurs privés en Suisse					81	81
Donateurs privés au Mexique	61					61
Donateurs privés au Kenya	10			49		58
TOTAL*	184 292 671	2 416 229	2 630 603	15 946 006	133 920 550	339 206 059

*Notes:

¹ Les contributions incluent 7% de coûts d'appui aux programmes.² Inclut 1,6 million de dollars reçus en 2017 pour des activités dont la mise en œuvre était prévue pour 2018 et ne comprend pas 3,4 millions de dollars reçus en 2018 pour une mise en œuvre prévue en 2019 et au-delà.³ Inclut les contributions globales affectées aux situations de l'Afghanistan et du Myanmar.